

## **FORUM DE PARIS**



**Forum  
de Paris**  
UNION DES AMÉRIQUES LATINES  
**Casablanca  
Round**  
2 février 2011  
Sécuriser la croissance

### ***Thème de l'Intervention***

**« Comment analyser aujourd'hui la  
situation de l'Europe »**

## **Introduction**

*Deux remarques préalables :*

- 1. l'analyse combine le structurel et le conjoncturel parce qu'il y a des lames de fond et des vagues de surface ; la complexité du monde fait qu'il se pense, de plus en plus, à partir de concepts hybrides et d'approches pluralistes.*
- 2. l'analyse n'est pas nouvelle mais la crise a joué un rôle d'accélérateur, c'est le propre de toutes les crises comme l'illustre l'actualité : les événements que le monde vit suivent un chemin qui n'est pas déterminé à l'avance et les nouvelles questions nécessitent, de toute évidence, de nouvelles réponses.*

*Une des leçons de l'histoire c'est qu'il est vain de chercher à la prédire et c'est pourquoi l'avenir ne se prévoit pas, il se prépare.*

*Nous vivons une ère historique, un nouveau monde est entrain d'émerger sous nos yeux et suscite de nouveaux débats économiques qui découlent en grande partie de la lecture de la grave crise que le monde continue de traverser. S'agit-il d'une crise cyclique, d'une turbulence, certes sévère, mais qui n'affecte pas les fondamentaux ou s'agit-il d'une crise majeure ? une crise structurelle qui remet en cause le modèle de référence supposé généralisable, celui de l'ordre spontané, des marchés autorégulés et efficaces ; ce débat s'éternise, surtout aux Etats-Unis mais la perception dominante reste la deuxième hypothèse même si les marchés semblent avoir retrouvé leur diktat.*

*Cela signifie que les mesures de stimulation de l'économie ne sont pas suffisantes et que seules les politiques qui s'attaquent aux causes profondes ont des chances de sécuriser la croissance, de la rendre robuste, durable et mieux répartie.*

*Mais si la crise est synonyme de transition vers un nouveau modèle de croissance économique et social, il s'agit d'essayer de cerner ses contours. Comment à partir de l'observation des faits, lire le présent pour scruter l'avenir ?*

### ***I – Deux constats pour une esquisse des mutations profondes de l'économie mondiale ?***

● *Le premier constat est que la crise a remis en cause le modèle de croissance dans lequel la réponse à l'augmentation des inégalités a été apportée par le crédit. Il est établi que dans plusieurs pays les revenus réels, les salaires médians ont stagné. L'impact négatif de cette stagnation sur la demande globale a été compensé par le financement de la consommation par le crédit. Bien plus, la crise a incité les entreprises à faire des salaires leur variable d'ajustement pour préserver leur profit.*

*Comment revigorer la demande dans un contexte de croissance molle, de chômage et de baisse des salaires ?*

*Jusqu'où pousser le clivage entre les politiques de la demande et les politiques de l'offre, entre le court terme et le long terme ?*

*La réponse à la crise est keynésienne ; à plus long terme et face aux pays émergents, comment être schumpetérien ? Nous y reviendrons.*

● *Le deuxième constat s'appuie sur la situation des pays émergents, la chine en particulier. Trois remarques :*

*1. La chine est sortie des BRIC et a émergé comme grande puissance avec son contrôle des changes, son Etat interventionniste, son régime de propriété collective bref, son économie « non capitaliste » de marché : sa convergence, plus que son émergence, a démontré que les chemins de la croissance peuvent être multiples et la construction des trajectoires plurielles ; ses innovations institutionnelles sont très différentes des standards occidentaux !*

*2. le modèle de croissance chinois a évolué, son nouveau logiciel comporte deux éléments essentiels :*

*a) il met fin au modèle classique de spécialisation en jouant l'avantage comparatif associé à la dotation des facteurs ; la théorie de la Division Internationale du Travail « D.I.T. » est dépassée : tous les secteurs sont prioritaires, la Chine n'est pas loin de la frontière technologique dans plusieurs secteurs. Il s'agit à terme de tout produire, le rattrapage chinois est rapide et la croissance est dorénavant qualitative.*

*b) la consommation locale s'affirme comme nouveau moteur de la croissance devant les stratégies d'exportation pour des considérations de politique interne et pour compenser la faiblesse de la demande des pays de l'OCDE. D'une façon générale dans les pays émergents, on assiste à une substitution de la production domestique aux importations soutenue par l'écart des couts de production et par les transferts de technologies associés aux investissements directs : les concurrents d'Air Bus, de Boeing et des TGV sont pour un avenir plus proche que prévu.*

*Plusieurs dispositions tendent à démontrer que la politique de substitution aux importations constitue un des piliers de la stratégie économique : brider l'activité des entreprises étrangères, limitation de la part des capitaux étrangers dans l'industrie automobile et la banque, limiter les exportations de diverses matières premières...*

*3. Le recentrage de la Chine sur ses voisins à travers l'intégration économique avec les pays de l'ASEAN (Indonésie, Philippines, Thaïlande, Malaisie, Singapour, Brunei) et la création en 2010 d'une zone de Libre échange de près de 2 Milliards de personnes et donc d'une zone yuan.*

*A terme, il est question de faire de la région une vaste zone de Libre échange, Asie Pacifique, avec en toile de fond la lutte sino-américaine.*

*A partir de ces deux constats, deux questions se posent :*

*1. Au-delà de l'impact du G2, Etats-Unis/Chine, sur l'Europe, est-ce qu'on est dans une nouvelle phase de la globalisation où les liens économiques entre les pays émergents et les pays de l'OCDE se réduiraient ?*

*Deux indices laissent cette hypothèse ouverte :*

- La taille et la croissance du commerce mondiale en volume reculent : les exportations mondiales ne représentent plus que 22% du PIB monde contre plus du tiers avant la crise.*
- Les exportations des pays de l'OCDE vers les pays émergents ont baissé, ce qui pose le problème de la transmission de la solide reprise que connaissent ces pays !*

*Autrement dit, la crise a accéléré la tendance structurelle du découplage des taux de croissance, à l'œuvre depuis plusieurs années, et ce qu'on a appelé le basculement de la richesse vers l'Asie.*

*2. Est-ce que cette nouvelle phase de la globalisation réelle pourrait déboucher sur une déglobalisation financière ? avec l'écart de croissance entre les économies, les taux d'intérêts dans les pays émergents sont plus élevés et donc, plus attractifs, pour l'épargne des pays riches ; ce qui incite les pays émergents, à investir leur propre épargne ! Autrement dit, chaque région du monde ne pourra plus compter que sur sa propre épargne pour financer sa croissance.*

*La déglobalisation financière paraissait irréversible car la mondialisation a été asymétrique en facilitant la circulation du capital plus que celle du travail. Est-elle devenue réversible ? le FMI, moins dogmatique depuis la crise, autorise le contrôle des flux de capitaux même s'il précise qu'il s'agit des capitaux à court terme volatils par définition.*

***II - Dans quelle situation se trouve l'Europe, alors que la crise à accélérer ces mutations profondes de l'économie mondiale ?***

*C'est à l'horizon de cinq, dix ans au plus que l'Europe doit redresser son économie en fonction de la nouvelle donne internationale et trouver de nouveaux leviers de croissance ?*

*Ce défi impose, comme point de départ, la prise en compte de quelques unes des insuffisances liées surtout au fonctionnement de la zone euro.*

**1<sup>ère</sup> insuffisance :** *la zone euro est une construction politique et non économique puisqu'il y a une monnaie sans Etat, une politique monétaire commune conjuguée à des politiques budgétaires non coordonnées (absence de fédéralisme budgétaire). Un transfert du pouvoir budgétaire avec, notamment, une convergence des politiques fiscales sont improbables pour le moment car ils supposent, pour éviter leur rejet, la longue voie démocratique. Dès lors, comment construire plus d'Europe sinon à quoi peut ressembler le moins d'Europe ? Comment traiter le maillon faible soit, l'Europe du Sud ?*

*Les économies européennes sont profondément différentes et ces différences ont, non seulement, été masquées par l'appartenance à une même zone monétaire mais le fonctionnement de la zone euro depuis sa création a eu deux conséquences :*

*a) une spécialisation des activités de production; la disparition du risque de change donne aux pays la possibilité d'exploiter leurs avantages comparatifs : main d'œuvre qualifiée, effet d'innovation...L'Allemagne et l'Autriche ont renforcé leur base industrielle pendant que la France, l'Espagne et l'Italie ont plus développé leurs activités de services financiers et l'immobilier; à titre d'exemple, en 10 ans, la France a perdu 30% des emplois industriels et un tiers des parts de marché à l'exportation. Les positions concurrentielles se sont écartées impliquant un excédent courant important pour l'Allemagne qui s'explique également par une politique de maîtrise des coûts salariaux dans le cadre d'un pacte avec les syndicats.*

*b) un excès d'endettement : l'absence de risque de change incite les Etats, les entreprises et les banques à s'endetter massivement sans que les créanciers ne prêtent attention au surendettement de ces acteurs puisqu'il se fait en Euros et donc en monnaie locale ! Comme la grille de lecture du risque pays insiste sur la composante en devises de la dette, elle n'a pas capté l'endettement des pays européens ainsi les fragilités des pays de l'Europe du Sud n'ont pas été anticipées.*

*Le défi reste celui de l'ajustement structurel de ces pays qui nécessite d'examiner les différentes situations à travers les variables du*

*diagnostic : finances publiques, système bancaire et capacité du pays à croître ; par exemple en Espagne, il y a un besoin de recapitalisation du système bancaire à cause des pertes du secteur immobilier ; en revanche, le Portugal dispose de banques solides mais a le problème de la faible croissance de sa productivité. Le problème se complique davantage lorsque les ajustements doivent être opérés simultanément dans plusieurs pays.*

*D'une façon générale, le défi reste l'insuffisance de l'épargne domestique qui fait planer le spectre du nationalisme économique en Europe.*

*Pour conclure l'analyse relative au fonctionnement de la zone euro, il y a lieu de noter que les difficultés des Etats européens impactent les entreprises qui ne sont pas incités à investir dans une conjoncture d'incertitudes et de défiance. Elles sont affectées par les restrictions des crédits des banques très exposées au risque souverain européen ; lorsque l'accès au crédit devient problématique, les défaillances d'entreprises augmentent ; d'ailleurs l'écart des risques moyens entre pays avancés et pays émergents se réduit progressivement : la Chine, l'Inde et le Brésil sont mieux notés que la Grèce, l'Irlande ou le Portugal. Le concept du risque pays n'est plus réservé aux économies émergentes !*

**2<sup>ème</sup> insuffisance :** *l'Europe serait la victime collatérale de l'affrontement Chine-Etats-Unis sur les taux de change : l'appréciation du yuan se traduit par une dépréciation du dollar contre les autres monnaies, dont l'euro, à cause du poids du dollar dans la facturation du commerce mondial. La volatilité de la parité euro/dollar gêne les entreprises surtout les PME qui ne peuvent pas se couvrir contre le risque de change.*

*Le recul du commerce mondial s'est traduit par des stratégies d'affaiblissement des taux de change : Pour la sortie de crise, tous les pays sont tentés par la dépréciation monétaire pour doper les exportations avec les risques protectionnistes que comporte la manipulation de cette arme de guerre commerciale. Le commerce mondial a certes repris, mais comment les parts de marchés ont-elles évolué.*

**3<sup>ème</sup> insuffisance :** *perception de la situation européenne par les marchés.*

*La dette privée s'est transformée en dette publique pour sauver les investisseurs qui structurent le système financier international et ce sont ceux la qui attaquent les Etats fragiles jugeant la réponse européenne à la crise insuffisante. Cette attitude alimente la spéculation*

*financière autour des dettes souveraines et provoque une augmentation des écarts de rendement entre obligations souveraines (spreads). En cas d'incapacité de remboursement, la restructuration des dettes des pays insolvables sera nécessaire mais avec quels mécanismes ? et quelles réactions des marchés ?*

*Tout cela entretient la volatilité de l'Euro et démontre les méfaits d'une finance non régulée.*

*Il faut espérer que le G20 réussisse à mettre en place une supervision de tous les acteurs de la finance. Rien n'est moins sûr !*

### ***III – Quelles stratégies économiques face à la crise ?***

*La réponse à la situation européenne est connue : l'Europe est appelée à mettre en œuvre des politiques structurelles capables de créer durablement un supplément de richesse et d'emplois tout en réduisant les inégalités : le partage du revenu est certes un enjeu politique et social mais il est aujourd'hui un enjeu économique puisqu'il s'agit d'augmenter la demande globale, en particulier, la consommation sans la financer par le crédit : autrement dit, il ne faut pas que la consommation augmente plus vite que les revenus.*

*L'économie verte concentre tous les espoirs de croissance mais est-ce que le développement durable peut tenir lieu de stratégie unique pour atteindre le plein emploi sachant que le nombre d'emplois créés reste faible pour compenser les pertes d'emplois dans d'autres secteurs, industriel notamment.*

*A cela, il faut ajouter que la Chine investit massivement et s'est mise en situation de devancer les leaders occidentaux, l'Allemagne en l'occurrence.*

*Comment imaginer un nouveau modèle économique et comment maximiser les chances de rendre la croissance plus robuste ?*

*Au-delà de la solidarité européenne qui est le 1<sup>er</sup> élément de réponse, il y a lieu d'examiner le rôle des différents facteurs de croissance dans un cadre plus élargi que celui de l'Europe... un cadre qui ferait des pays Sud de la méditerranée une plateforme pour un partenariat stratégique avec le continent africain.*



*Les raisons historiques et géographiques sont évidentes ; notre propos est de mettre l'accent sur le rôle de quelques facteurs de croissance :*

*1) le phénomène de rattrapage soit le rattrapage du niveau technologique, du niveau de productivité des pays les plus avancés qui est la première manière d'obtenir de la croissance à long terme. Ce processus est en cours en Afrique : le Boston Consulting Group « BCG » a identifié 40 groupes africains (40 lions africains) qui ont atteint le stade qui fait d'eux des concurrents sérieux des sociétés occidentales, et ce, dans la finance, l'énergie, les Telecom, les nouvelles Technologies et les médias. Trois pays sont bien représentés : l'Afrique du Sud, l'Égypte et le Maroc avec respectivement 18, 7 et 6 sociétés.*

*2) Le deuxième facteur de croissance est relatif à la recherche/développement, aux nouvelles technologies et à l'innovation. Lorsqu'un rattrapage technologique se produit, le seul moyen de maintenir son avance et d'augmenter la productivité globale des facteurs est de réaliser des innovations majeures au cœur des changements du régime de croissance.*

*Est-ce que l'Europe a suffisamment investi dans ces domaines pour jouer un rôle de locomotive pour les pays de la rive Sud de la méditerranée ?*

*3) Le troisième facteur de croissance, le plus lourd est lié à la démographie : le continent africain entre dans une période de forte croissance démographique avec un processus d'occupation de l'espace, notamment, par des migrations internes importantes. Ce processus de peuplement conduit à la création de marchés intérieurs, à travers, l'installation de nouvelles relations villes-campagnes. Ce facteur démographique est d'autant plus important que l'Asie émergente est plutôt marquée par une inertie démographique 51,1% de la population mondiale en 1990, 51,2% en 2009.*

*La question cruciale qui se pose : y a-t-il glissement économique du continent africain vers l'Asie ?*

*Quel est le poids des investissements asiatiques : Chine, Japon, Inde, Corée du Sud ? Particulièrement, celui de l'accaparement des terres, qui ne procèdent pas, uniquement de stratégies étatiques mais également d'entreprises privées ?*

*De la réponse à ces questions dépendra le renouveau de la croissance en Europe qui impacte directement la croissance dans notre pays, du moins à court terme ; la diversification des relations économiques relève de tendances lourdes qui demandent du temps et ne peuvent relever de stratégies de rupture.*

*Le sujet est loin d'être épuisé mais des pistes de réflexion sont ouvertes en soulignant qu'elles ne doivent pas occulter les antagonismes qui traversent les sociétés. On ne sait pas si tous les gouvernements savent ce qu'ils doivent faire mais une chose est sûre, ils doivent agir car l'inertie aurait des conséquences désastreuses.*

*Nous sommes contraints de vivre comme si nous étions libres !*